

*Énergie*

député, s'il pouvait me dire quand le gouvernement de l'Alberta se décidera à adopter un système de redevances applicable à l'exploitation des sables bitumineux.

Eh bien, monsieur l'Orateur, ce genre de bêtises n'impressionnent plus personne. Les Canadiens qui ont entendu cela n'ont pas été le moins impressionnés. Ils n'en croyaient pas leurs yeux, jusqu'à ce qu'ils voient ce qui s'est passé au congrès libéral une semaine ou deux plus tard et qu'ils réalisent que c'était réellement ces gens-là qui gouvernaient le pays.

Le ministre dit qu'il peut donner une réponse si le député, de ce côté-ci, peut lui dire quand l'Alberta se décidera. Avons-nous, oui ou non, un gouvernement national qui se préoccupe de la situation de l'énergie? Avons-nous un gouvernement qui se contente de faire de la politique avec les attentes et les aspirations de la population, comme il l'a fait avec les gens de Terre-Neuve, avec ces 11,000 chômeurs qui comptaient avoir du travail sur Gull Island mais qui ont appris, deux semaines plus tard, que Gull Island ferait l'objet d'une nouvelle étude, ou avec les gens de Kitimat, en Colombie-Britannique, ou les gens de la baie de James, ces milliers de personnes qui avaient déjà fait le travail et qui étaient incluses dans le million d'années-hommes de travail. Quelle politique!

Il y a toutes sortes de formules politiques et de stratégies. Avez-vous rassemblé, monsieur l'Orateur, tous les exposés de stratégies, tous les livrets et les brochures du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Ce dernier a utilisé un énorme volume de papier pour exposer ses stratégies. Mais à quoi bon une stratégie sans mesures concrètes. Le ministère a adopté une politique d'autonomie pour le Canada. A quoi bon cette politique si l'on n'a rien fait pour mettre en valeur les sables bitumineux? Tout cela n'est que paroles, bluff, duperie, c'est tout, rien de concret. Certes, la politique est là, mais on n'a rien prévu pour l'exécuter.

Que s'est-il produit lors de la réunion des premiers ministres, cette sinistre blague à laquelle nous avons assisté par le truchement de la télévision et qui devait formuler des solutions? Nous avons assisté à un spectacle orchestré par le gouvernement fédéral. Ayant déjà participé à des réunions de ce genre, je sais que c'est le gouvernement fédéral qui arrange tout, qui dirige la cérémonie, qui décide de tout, qui planifie tout. Il dispose de 500 agents de relations publiques pour river le clou aux journalistes. Aucune des quatre provinces n'a les moyens de s'en permettre un chacune et le gouvernement fédéral en a cinquante fois plus que chacune d'elle.

A propos de l'énergie, les premiers ministres ont déclaré qu'il fallait absolument réduire nos importations étrangères. Quel progrès formidable! Qui aurait pu s'imaginer que les premiers ministres s'entendraient pour dire que nous devrions importer moins de pétrole de l'étranger et essayer de nous suffire à nous-mêmes! Quelqu'un proposait-il que nous en importions davantage? Tous les Canadiens étaient-ils engagés dans une formidable débat sur la conduite à tenir, lorsque les premiers ministres se sont réunis et ont conclu, malgré tous les arguments, que nous devions mordicus réduire nos approvisionnements d'énergie en provenance de l'étranger? Depuis que je fais de la politique, je n'ai jamais entendu personne prétendre que le Canada devait s'approvisionner davantage en énergie à l'étranger. Cette conclusion était un pas de géant dans la bonne direction.

[M. Crosbie.]

Ensuite, ils ont dit qu'il était nécessaire de mettre sur pied des programmes rigoureux d'économie de l'énergie. Bien sûr que c'est nécessaire—dans les déclarations que fait le ministre seulement. Ils ont également dit qu'ils étaient disposés à collaborer pour accélérer l'expansion des projets de mise en valeur des ressources lorsque la chose serait indiquée. J'aimerais savoir à quels projets cette bonne résolution s'est appliquée depuis le 15 février 1978. Depuis ce jour-là, tout ce que le premier ministre a trouvé à faire a été de s'impliquer dans une terrible dispute avec les quatre premiers ministres de l'Ouest qui ont déclaré que les mesures budgétaires prises dernièrement en ce qui concerne la taxe de vente constituent un empiètement sur les droits des provinces et ont un effet néfaste sur les relations fédérales-provinciales. Comment le ministre convaincra-t-il l'Alberta de mettre de l'eau dans son vin maintenant? Le premier ministre de l'Alberta est même allé jusqu'à dire que c'était un marché dégueulasse et que c'était une façon dégueulasse de faire des affaires. Selon vous, ces paroles viennent-elles d'un premier ministre provincial qui a pour héros le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le premier ministre? Jamais de la vie. Ce sont les paroles d'un premier ministre qui en a plein le dos des atteintes brutales que le gouvernement porte au système fédéral.

Donc, de quels grands projets de développement a-t-on accéléré la mise en œuvre? Aucun, que je sache, et je voudrais bien que le ministre puisse m'en citer un seul. S'il lui en était venu un à l'esprit l'autre jour, le ministre n'aurait pas manqué de le signaler.

Le gouvernement affirme qu'il va accroître les services d'entreposage du grain à Prince-Rupert—une bonne chose. Il va ouvrir des mines au Cap-Breton—c'est ce qu'il a annoncé—qu'il encouragera la construction d'un pipe-line vers l'est, d'une usine marémotrice dans la baie de Fundy, du tronçon Dempster—cela reste à voir—du projet de gaz naturel Polar, du projet Tenneco-Lorneterm et du projet-pilote de l'Arctique. Si nous avons autant de pilotes que de projets, le ciel serait sillonné par les pilotes au Canada. Le gouvernement dit que le gouvernement de l'Ontario appuie toujours les projets de l'Hydro-Ontario comme Bruce, Pickering, Darlington, Wesleyville, Atikokan. Qu'est-ce que tous ces projets de l'Hydro-Ontario ont à voir avec le gouvernement fédéral?

Je ne sais pas si nous devons avoir pitié ou en vouloir au gouvernement. Je ne peux pas en avoir pitié, mais je lui en veux tellement que je brûle que les élections viennent.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Je veux voir le ministre parcourir le pays, s'adresser au peuple canadien et lui proposer son programme d'un million d'emplois, filou qu'il est. M. Shaheen, voilà un maître arnaqueur. Le ministre devrait prendre des leçons de lui s'il veut vraiment faire l'arnaque. Il ne débiterait pas grand remède de charlatan ainsi. Il n'est pas doué pour la charlatanerie, l'escroquerie.

Mais le temps passe et nous voulons adopter le projet de loi, aussi je termine, monsieur l'Orateur. Je n'aurais pas pris la parole, mais, cet après-midi, je me suis dit: pourquoi souffrir en silence?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** En fait, on m'a appelé croyant qu'un autre projet de loi serait mis à l'étude. Comme il ne l'a pas été, j'ai décidé de vous entretenir ce soir de l'administration du pétrole.